



ARRETE N° 009/25

Arrêté municipal permanent Réglementation du démarchage à domicile et des quêtes sur la commune

Le Maire de Vigy,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-3, L.2215-1 et suivants,

VU le Code pénal et notamment les articles R.610-5, R.623-2 et R.644-3

VU le code de la consommation et notamment ses articles L.121-1 à L.121-7, L.121-21 à L.121-29 et L.122-11 à L.122-15

CONSIDERANT que l'activité du démarchage à domicile s'intensifie sur la commune de Vigy,

CONSIDERANT la recrudescence des cambriolages et le sentiment d'insécurité de la population,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de protéger les citoyens, surtout les plus vulnérables d'entre eux contre des pratiques commerciales déloyales et/ou agressives,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire aux forces de l'ordre en charge de la sécurité publique (Gendarmerie Nationale) de connaître les sociétés exerçant le démarchage commercial sur la commune,

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de réglementer l'activité de cette pratique sur la commune de Vigy et ce au vu de l'augmentation des faits de vols, escroquerie ou abus de confiance et abus de faiblesse constatés ces derniers mois sur la commune au préjudice des habitants de Vigy,

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de réglementer cette pratique dans l'intérêt général, afin de prévenir toute atteinte à la tranquillité, l'ordre et la sécurité publique,

Arrêté

ARTICLE 1^{er} : Afin de préserver la tranquillité des habitants et de maintenir l'ordre et la sécurité publique, le démarchage et toute prospection à domicile sont interdits sur l'ensemble du territoire de la commune de Vigy à compter de ce jour sauf autorisation expresse et exceptionnelle de l'autorité administrative communale.

ARTICLE 2 : Cet arrêté est valable à compter de ce jour et ce pour une durée de validité permanente.

ARTICLE 3 : Les habitants qui s'estiment victimes de pratiques commerciales déloyales ou agressives, de vols, d'escroqueries ou d'abus de confiance / abus de faiblesse sont invités à prendre contact avec les services de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE 4 : Les quêtes à domicile sont également interdites de façon permanente sur l'ensemble du territoire communal de Vigy comme cité à l'article 2 du présent arrêté sauf autorisation prévue par le calendrier annuel des appels à la générosité publique.

ARTICLE 5 : La vente de calendriers au domicile des particuliers par certains organismes publics ou associations locales n'est pas assimilée à une quête mais reste soumis à autorisation expresse et exceptionnelle de l'autorité administrative communale.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par les forces de l'ordre (Gendarmerie Nationale) par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur. Elles sont sanctionnées par les amendes prévues pour les contraventions de 2ème classe. (Article R-610-5 du Code Pénal - Décret n° 2022-185 du 15 février 2022).

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera affiché, inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : - Le présent arrêté sera transmis à : M. le Commandant de la brigade de la Gendarmerie d'Ennery qui est de son exécution.

Fait à Vigy, le 4 mars 2025

Le Maire,

Sylvain WEIL



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- informe qu'en vertu du Décret n°83-1025 du 28.11.1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers (Art.9) (JO du 3.12.1983) modifiant le Décret n°65-25 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative (art.1 alinéa 6) le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification.

Affiché le : **05 MARS 2025**